

Éducation et secteur privé

On dispose de données de plus en plus nombreuses montrant que le recours au secteur privé pour la fourniture des services d'éducation présente des avantages, parmi lesquels une efficience renforcée, un choix accru et un accès plus large, selon un nouveau rapport de la Banque mondiale (*The Role and Impact of Public-Private Partnerships in Education*). C'est vrai en particulier pour les ménages mal desservis par les mécanismes traditionnels de prestation de ces services.

Ce rapport décrit comment les pays en développement recourent de plus en plus au secteur privé (organisations confessionnelles, communautés locales, organisations de la société civile, organismes à but lucratif et écoles sans but lucratif) pour la fourniture des services d'éducation. Ces partenariats améliorent l'accès à l'éducation et à l'apprentissage, selon le rapport.



Depuis le début de la crise, le système d'éducation est menacé dans les pays pauvres et la Banque mondiale a doublé, à 4 milliards de dollars, son financement de l'éducation dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Le FMI protège les plus vulnérables

Le FMI veille à ce que les ajustements opérés pour combattre les effets de la crise financière mondiale tiennent compte aussi des besoins des plus vulnérables en établissant ou en renforçant les dispositifs de protection sociale.

Les dépenses sociales sont maintenues ou accrues dans la mesure du possible. Au Pakistan, les dépenses seront accrues pour protéger les pauvres grâce à des transferts monétaires et à des subventions à l'électricité. Environ un tiers des programmes dans les pays à faible revenu prévoient des plafonds pour les dépenses sociales et autres dépenses prioritaires.

Les réformes structurelles sont censées protéger les plus vulnérables. En Hongrie, les retraités à faible revenu ont été exclus de la réduction des prestations. Avec la Banque mondiale et les donateurs, le FMI localise des financements extérieurs pour la protection sociale et encourage la réforme des dispositifs de protection sociale.



Statistiques

La Banque des règlements internationaux, la Banque centrale européenne et le FMI ont publié conjointement la première partie du Manuel des statistiques des titres (*Handbook on Securities Statistics*), qui porte sur les émissions de titres de créance.

Ce manuel est la première publication du genre à traiter exclusivement de l'établissement et de la présentation des statistiques des titres. L'objectif de sa première partie est

Événements en 2009

25–26 juin, Bâle, Suisse

Huitième conférence annuelle de la Banque des règlements internationaux

22–24 juin, Séoul, Corée

Conférence bancaire annuelle sur l'économie du développement

8–10 juillet, L'Aquila, Italie

Sommet du Groupe des Huit

19–21 août, Jackson Hole, Wyoming, États-Unis

Symposium économique annuel de la Banque fédérale de réserve de Kansas City

10–12 septembre, Dalian, Chine

Assemblée annuelle des nouveaux champions du Forum économique mondial

6–7 octobre, Istanbul, Turquie

Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale

8–10 novembre, New Delhi, Inde

Sommet économique du Forum économique mondial

13–14 novembre, Washington, États-Unis

Dixième conférence annuelle Jacques Polak, FMI

14–15 novembre, Singapour

Réunion Asie-Pacifique sur la coopération économique

d'aider les organismes nationaux et internationaux à produire des statistiques pertinentes, cohérentes et comparables aux fins de l'analyse de la stabilité financière et de la formulation de la politique monétaire.

Le manuel pourrait s'étendre progressivement aux portefeuilles de titres de créance, ainsi qu'aux émissions et aux portefeuilles d'autres types de titres. Il peut être téléchargé à www.imf.org/external/np/sta/wgsd/index.htm.

Le FMI réforme sa politique de prêt

Le FMI vient de réformer en profondeur sa politique de prêt pour être mieux à même de prévenir et de résoudre les crises. Cette réforme redéfinit les relations du FMI avec ses pays membres.

Le FMI a mis en place une nouvelle ligne de crédit modulable pour les pays émergents bien gérés. Les décaissements ne sont pas échelonnés et aucune condition n'est à satisfaire une fois le pays jugé admissible. Jusqu'à présent, la Colombie, le Mexique et la Pologne ont reçu des crédits totalisant 78 milliards de dollars.

Le FMI a aussi éliminé des procédures qui, par le passé, ont entravé son dialogue avec certains pays et empêché d'autres de solliciter une aide financière en raison du discrédit qui semble lié aux relations avec l'institution

dans certaines régions du monde. Cette nouvelle politique de prêt met l'accent sur les objectifs fondamentaux du programme de réformes structurelles d'un pays et non sur des mesures spécifiques à adopter selon un calendrier particulier. Les nouvelles règles s'appliquent à tous les programmes de prêt du FMI, y compris ceux en faveur des pays à faible revenu.

Le Groupe des Vingt pays avancés et émergents (G20) a convenu en avril de tripler les ressources du FMI, à 750 milliards de dollars, et de doubler sa capacité d'accorder des prêts concessionnels aux pays à faible revenu. Cette augmentation des fonds prêtables, conjuguée à la réforme de la politique de prêt, permettra au FMI de jouer un plus grand rôle face à la crise mondiale.

Ressources côtières et marines

À la mi-mai, des experts en environnement de 120 pays ont participé en Indonésie à une grande conférence sur la gestion des ressources côtières et marines, qui fut suivie du premier sommet des dirigeants de l'Initiative du Triangle de corail.



La première Conférence mondiale sur les océans visait à attirer l'attention sur les mesures à prendre pour protéger les écosystèmes marins et les rôles importants qu'ils jouent dans la régulation du réchauffement planétaire.

Les dirigeants de six pays de la région Asie-Pacifique (Indonésie, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, îles Salomon et Timor Oriental) ont souscrit à un plan d'action pour garantir la viabilité des ressources côtières et marines qu'ils partagent.

«La Conférence mondiale sur les océans et l'Initiative du Triangle de corail aident la région à faire face collectivement aux risques que représentent le changement climatique, la surpêche et la pollution tellurique pour les ressources marines et côtières», a déclaré le Vice-Président de la Banque asiatique de développement (BAD), Lawrence Greenwood. «La BAD soutient vigoureusement ces efforts.»

La BAD est l'organisation qui coordonne la mobilisation des concours financiers intérieurs et extérieurs pour ce programme de coopération régionale, ainsi que la fourniture d'une aide technique et financière.

Des infrastructures pour la croissance

La Banque mondiale a engagé deux initiatives d'investissement dans les infrastructures de plusieurs milliards de dollars pour aider les pays en développement à surmonter la crise.

Le Programme d'appui aux infrastructures existantes et nouvelles, de la Banque mondiale, et le Mécanisme d'appui à l'infrastructure en situation de crise, de la Société financière internationale (IFC), mobiliseront plus de 55 milliards de dollars au cours des trois prochaines années pour des projets d'infrastructure dans les pays en développement.

La crise a pesé sur les investissements dans les projets d'infrastructure, surtout dans les pays en développement. Beaucoup jugent ces projets essentiels pour créer des emplois et jeter les bases de la croissance de la productivité. Leur rôle catalyseur dans la réduction de la pauvreté est reconnu dans les objectifs du Millénaire pour le développement, qui citent



l'accès à l'eau et aux services d'assainissement parmi les objectifs à atteindre d'ici 2015.